

**UN Action Against Sexual Violence in Conflict**  
**MPTF OFFICE GENERIC FINALPROGRAMME<sup>1</sup> NARRATIVE REPORT**  
**REPORTING PERIOD: FROM 06.2011 TO 06.2013**

<p align="center"><b>Programme Title &amp; Project Number</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Programme Title: Sexual Violence Programme Landscape in Eastern DRC</li><li>Programme Number (if applicable) UNA018</li><li>MPTF Office Project Reference Number:<sup>3</sup> 00078606</li></ul>	<p align="center"><b>Country, Locality(s), Priority Area(s) / Strategic Results<sup>2</sup></b></p> <p><i>(if applicable)</i> Country/Region Democratic Republic of Congo</p> <hr/> <p><i>Priority area/ strategic results</i></p>
<p align="center"><b>Participating Organization(s)</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Organizations that have received direct funding from the MPTF Office under this programme</li></ul>	<p align="center"><b>Implementing Partners</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>National counterparts (government, private, NGOs &amp; others) and other International Organizations</li></ul>
<p align="center"><b>Programme/Project Cost (US\$)</b></p> <p>Total approved budget as per project document: 203,747 MPTF /JP Contribution<sup>4</sup>:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>by Agency (if applicable) Agency Contribution</li><li>by Agency (if applicable)</li></ul> <p>Government Contribution <i>(if applicable)</i></p> <p>Other Contributions (donors) <i>(if applicable)</i></p> <p><b>TOTAL: 203, 747</b></p>	<p align="center"><b>Programme Duration</b></p> <p>Overall Duration <i>24 months</i> Start Date<sup>5</sup> <i>08.06.2011</i></p> <p>Original End Date<sup>6</sup> <i>08.06.2013</i> Actual End date<sup>7</sup></p> <p>Have agency(ies) operationally closed the Programme in its(their) system?      Yes    No    <input checked="" type="checkbox"/>    <input type="checkbox"/></p> <p>Expected Financial Closure date<sup>8</sup>:</p>
<p align="center"><b>Programme Assessment/Review/Mid-Term Eval.</b></p> <p>Evaluation Completed <input type="checkbox"/> Yes    <input checked="" type="checkbox"/> No    Date: <i>dd.mm.yyyy</i></p> <p>Evaluation Report - Attached <input type="checkbox"/> Yes    <input type="checkbox"/> No    Date: <i>dd.mm.yyyy</i></p>	<p align="center"><b>Report Submitted By</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Name: Annie BIPENDU M. KABWE</li><li>Title: <b>Conseillère au Programme</b></li><li>Participating Organization (Lead): UNDP DRC</li><li>Email address: annie.bipendu@undp.org]</li></ul>

<sup>1</sup> The term "programme" is used for programmes, joint programmes and projects.  
<sup>2</sup> Strategic Results, as formulated in the Strategic UN Planning Framework (e.g. UNDAF) or project document;  
<sup>3</sup> The MPTF Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page on the [MPTF Office GATEWAY](#).  
<sup>4</sup> The MPTF/JP Contribution is the amount transferred to the Participating UN Organizations – see [MPTF Office GATEWAY](#)  
<sup>5</sup> The start date is the date of the first transfer of the funds from the MPTF Office as Administrative Agent. Transfer date is available on the [MPTF Office GATEWAY](#)  
<sup>6</sup> As per approval of the original project document by the relevant decision-making body/Steering Committee.  
<sup>7</sup> If there has been an extension, then the revised, approved end date should be reflected here. If there has been no extension approved, then the current end date is the same as the original end date. The end date is the same as the operational closure date which is when all activities for which a Participating Organization is responsible under an approved MPTF / JP have been completed. As per the MOU, agencies are to notify the MPTF Office when a programme completes its operational activities. Please see [MPTF Office Closure Guidelines](#).  
<sup>8</sup> Financial Closure requires the return of unspent balances and submission of the [Certified Final Financial Statement and Report](#).

**Projet « Eastern DRC SV Program Landscape »**

**Rapport d'activités**

**Janvier 2012-juillet 2013**

**Contribution de Un action**



## Sommaire

1. Introduction .....	3
Contexte.....	3
2. RESULTATS OBTENUS.....	3
<b>a.</b> Sur le plan substantif .....	4
<b>b.</b> Sur le plan technique.....	5
3. Partenariat.....	7
4.Situation Financière.....	8
6. Contraintes et difficultés rencontrées .....	8
7. Perspectives .....	9

# 1. Introduction

## Contexte

Dans ses résolutions 1888 (2009) et 1960 (2010), le Conseil de Sécurité des Nations Unies rappelle la nécessité de l'identification des lacunes dans l'assistance holistique aux victimes de violences sexuelles, ainsi que pour une meilleure coordination, coopération et échange d'informations entre les acteurs. Cependant, au niveau de la République démocratique du Congo, la lutte contre les violences sexuelles connaît des difficultés énormes du fait de la mauvaise connaissance du paysage programmatique en matière de lutte contre les violences sexuelles.

Cette situation est à la base des duplications des activités et d'une mauvaise coordination des interventions touchées par le phénomène des violences sexuelles. Aussi, suivant la demande introduite par les partenaires PNUD et MONSUCO, UN Action a financé le projet *Landscape* pour une durée de 24 mois. Ce projet vise à établir une cartographie des interventions et des intervenants aux fins notamment d'améliorer la programmation des activités tout en s'assurant de l'adhésion des ONGs dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le genre.

Plus spécifiquement, le projet *Landscape* vise à remplir trois objectifs différents:

- le développement d'une base de données dynamique et durable sur le paysage des programmes de violences sexuelles et les ONGs partenaires d'exécution ;
- la formulation de recommandations sur la programmation des besoins du point de vue des organisations internationales et nationales en réponse aux violences sexuelles;
- le développement d'une plate-forme durable pour la sensibilisation des ONGs et des partenaires de mise en œuvre, afin d'encourager leur engagement dans la coordination de la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre.

Le projet a débuté en Janvier 2012 avec le recrutement d'une consultante internationale (agissant en qualité de *project manager*) et d'un consultant national (expert national pour la mise en place et le management de la plateforme *Landscape*).

## 2. RESULTATS OBTENUS

Durant l'apériode sous examen, le projet a obtenu les résultats ci-après déclinés par objectifs :

Objectif 1: Le développement d'une base de données dynamique et durable sur le paysage des programmes de violences sexuelles et les ONGs partenaires d'exécution

**Objectif 1.1. Obtenir un état des lieux des ONGs actives et opérationnelles dans le domaine de la lutte contre les violences sexuelles** (taux d'exécution du projet : 40%)

Par rapport à ce sous-produit, les résultats obtenus sont :

-La Base de données Excel avec macro de commande est disponible ;

-Les listes des zones de santé et des aires de santé dans les provinces couvertes par le projet sont disponibles (auprès des partenaires OCHA, OMS et le Ministère de la santé);

-Une carte Google Maps pour la province du Sud-Kivu est élaborée, cette carte est accessible via le site du projet : [www.landscape-rdc.org](http://www.landscape-rdc.org);

-Les fonds de cartes Googlemaps pour la province du Nord-Kivu, Katanga, Maniema et Province orientale est accessible sur le site du projet ;

-Un état des besoins des divisions provinciales du Sud Kivu, Nord Kivu, Maniema, Province Orientale et Katanga a été établi;

-Un point focal au sein de la Division provinciale du Genre du Sud Kivu a été nommé.

Il faut noter que pour avoir une localisation précise des ONGs sur googlemaps, il est nécessaire d'avoir l'équipement GPS, ce qui n'avait pas été prévu par le projet. Le matériel (GPS) de l'unité GIS de la MONUSCO pour la géo localisation des structures a été utilisé pour ce faire.

En termes de méthodologie pour arriver à ce résultat, il avait été décidé, suite aux rencontres avec les partenaires, de conduire dans un premier temps une cartographie des acteurs et de leurs activités puis dans un second temps et à moyen terme de discuter de l'évaluation opérationnelle des ONGs.

Ainsi pour aboutir à une cartographie, l'équipe du projet a procédé à la collecte des informations ci-après réparties dans les différents sites d'intervention du programme:

Au niveau du Sud Kivu (SK), la province pilote du projet :

- 250 ONGs sont présentes dans la base de données ;
- 70 structures ont été visitées et/ou confirmées par les membres de l'équipe Landscape ou ses partenaires ;
- 218 structures sanitaires ont été recensées dans la base de données comme recevant un appui par les ONGs soit nationales, soit internationales pour prodiguer des soins aux victimes de violences sexuelles;
- Les institutions judiciaires telles que les parquets, tribunaux et cliniques juridiques sont aussi présentes dans la base de données.

Au niveau du Maniema : les partenaires consultés ont rendu disponibles les listes ci-après :

- liste des principales ONGs implantées au niveau du Maniema ;
- liste des projets actuellement mis en œuvre au niveau du Maniema ;
- liste des structures sanitaires publiques présentes au niveau du Maniema.

Au niveau de la Province Orientale/Kisangani :

- liste des principales ONGs implantées au niveau de la Province Orientale – partage des questionnaires lors d'une réunion réunissant les acteurs actifs dans le cadre de la collecte des données;
- liste des projets actuellement mis en œuvre au niveau de la Province Orientale;
- liste des structures sanitaires publiques présentes au niveau de la Province Orientale.

Au niveau du Katanga :

- liste des principales ONGs implantées au niveau de la province du Katanga – partage des questionnaires lors d’une réunion réunissant les acteurs actifs dans le cadre de la collecte des données dans le cadre du groupe de travail AMS;
- liste des projets actuellement mis en œuvre au niveau de la province du Katanga ;

Au niveau de l’Ituri/ Bunia :

- liste des principales ONGs implantées au niveau du district d’ituri – partage des questionnaires lors d’une réunion réunissant les acteurs actifs dans le cadre de la collecte des données pour le groupe de travail AMS;
- liste des projets actuellement mis en œuvre au niveau du district ;
- liste des structures sanitaires publiques présentes au niveau du district.

Cette collecte a conduit à une analyse, lequel a permis d’aboutir à :

- L’identification, collecte et compilation des exercices cartographiques disponibles auprès de OCHA, UNFPA, Section des affaires civiles, PNUD et des piliers de la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Sexuelles au niveau national et au niveau provincial pour le Sud Kivu, le Nord Kivu, le Maniema, la Province Orientale et le Katanga ;
- La nécessité de produire un Document d’analyse des besoins en matière de cartographie sur les acteurs et les interventions suite aux rencontres avec les partenaires nationaux et internationaux ;
- La production de Trois formulaires devant être utilisés pour collecter uniformément les informations sur les ONGs, leur localisation, leurs projets, leurs activités et leur budget. Ces formulaires ont été validés par les chefs de composante de la stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre.

### ***Objectif 1.2. Développement de la connaissance sur le paysage des projets menés en relation à la lutte contre les violences sexuelles***

Le taux de réalisation de cet objectif à 30%. Les résultats ci-après ont été obtenus :

- Création du site internet du projet Landscape;
- Création du questionnaire en ligne ;
- Création de la base de données directement liée au questionnaire en ligne ;
- Création des outils de recherches avancées de projets sur le site internet.

Pour permettre l’atteinte de ce résultat, les actions ci-après furent menées :

- Un desk review sur les projets en matière de lutte contre les violences sexuelles. A ce jour, 73 projets ont été répertoriés et qui interviennent sur le domaine de la lutte contre les violences sexuelles ;
- validation des informations devant être collectées avec les chefs de composante de la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Sexuelles (en fonction des analyses devant être faites);

- Réalisation des tests internes du questionnaire au niveau de l'Unité violences sexuelles de la MONUSCO et des partenaires extérieurs (Agence des Nations Unies, ONG internationale, bailleur) ;  
Sensibilisation des bailleurs principaux sur l'exercice ( USAID , Union Européenne). Une présentation du questionnaire lors de la réunion du groupe d'échange sur la réforme du secteur de sécurité et les SGBV a reçu des feedbacks positifs de la part des participants dont des bailleurs importants tels que la GIZ et DFID ; Une présentation a également eu lieu lors du Humanitarian Advocacy Group avec la présence des principales Agences des Nations Unies, bailleurs et ONGs internationales. Les projets SRFF 1 sont entrés dans la base de données et visualisable en ligne par volet et par type d'interventions ;
- Un travail d'analyse des gaps programmatiques a débuté au niveau du Sud Kivu par l'Unité violences sexuelles. L'expert national a suivi ce travail avec la *coordination officer* du Sud Kivu. Le travail d'analyse au niveau du Maniema et de la Province Orientale a aussi débuté et a été partagé avec les membres du groupe de travail au niveau de la province du Maniema lors de la réunion du groupe de travail du mois de juillet 2012.

Objectif 2: formuler des recommandations sur la programmation des besoins du point de vue des organisations internationales et nationales en réponse aux violences sexuelles (taux d'exécution : 20%)

Pour commencer à travailler sur les lacunes programmatiques, il est essentiel d'avoir une idée plus précise sur les différents projets mis en œuvre dans les provinces couvertes par le projet. Cela ne sera possible qu'après le lancement du formulaire en ligne ou d'une demande de contribution à formuler par les composantes de la stratégie Violences Sexuelles vis à vis des bailleurs. A ce niveau les bailleurs seront appuyés techniquement par les membres de l'équipe pour l'encodage des données. Toutefois l'équipe du projet s'adonne à collecter les informations sur les différents projets mis en œuvre avant même le lancement du formulaire en ligne.

Objectif 3: Développer une plate-forme durable pour la sensibilisation des ONGs et des partenaires de mise en œuvre, encourager leur engagement dans la coordination de la Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (taux d'exécution : 40%).

Résultat obtenu : le site internet du projet *Landscape* est conçu et disponible.

*Ce site sera* un des outils concernant la plateforme d'échange d'informations, qui contient les bases de données sur les acteurs et donne la possibilité de voir les projets qui sont implémentés par provinces et par volet d'intervention.

Un lien permettant le téléchargement de la Stratégie Nationale de Lutte Contre les violences Basées sur le Genre est disponible sur le site, ce qui permet une vulgarisation facile de la stratégie.

Les éléments ci-après sont inclus dans le site et peuvent faciliter son suivi : -

- Liste de 90 ONGs. Certaines ONGs ont également envoyé une présentation de leurs ONGs et de leurs activités pour animer la plateforme *Landscape* et améliorer leur visibilité. Cette stratégie a été développée pour s'assurer de l'adhésion de ces ONGs à la plateforme ;
- Les informations collectées des structures visitées concernant la connaissance de la Stratégie nationale ;
- La présentation de la Stratégie nationale lors du groupe de travail à Kindu (Maniema), au Katanga, au Sud-Kivu et dans la Province orientale (Kisangani). Il faut noter que le projet

landscape aide à la redynamisation des groupes de travail dans la Province orientale (Kisangani) et au Maniema (Kindu).

### 3. Partenariat développé dans le cadre du projet

Pour la mise à jour des données, plusieurs contacts ont été établis avec différents partenaires :

- Contacts avec la section des affaires civiles de la MONUSCO concernant la participation aux Joint protection team et pour l'utilisation des Community Liaison Assistants (CLAs) afin de pouvoir recueillir les données dans les zones reculées avec des outils de la mission déjà mis en place et fiche cadre de récolte des informations;
- S'agissant des Divisions provinciales du Sud Kivu, du Nord Kivu, du Maniema, Province Orientale et le Katanga réalisés, il était prévu la mise à disposition des kits informatiques ;
- Le ministère provincial du Genre au Sud kivu a identifié un point focal pour le projet.
- Collaboration avec le projet Avec le projet accès à la justice.

Une entente de collaboration entre le projet *Accès à la justice* du PNUD et Landscape a été établie en raison des synergies possibles entre les deux projets, dont les objectifs complémentaires en termes de cartographie. Cette entente a permis aux moniteurs juristes du projet Accès à la justice de récolter les données avec le formulaire landscape lors de leurs descentes sur le terrain.

Sur base des données recueillies, le projet Accès à la justice a produit des dépliants afin d'informer les victimes de violences sexuelles de la présence des structures de prise en charge qui sont opérationnelles et permettront, par la même occasion, de faire la mise à jour de la base de données du projet Landscape ainsi que la cartographie Google Maps.

Ces outils, importants pour les décideurs, permettront d'orienter les décisions politiques en termes de reformulation de la stratégie en identifiant à la fois les ONG qui interviennent dans la thématique et les points sensibles qui méritent d'être adressés.

### 4. Situation Financière 2012- 2013

#### Situation détaillée Année 2012

Lignes budgétaires	Allocation	Dépenses	Solde
Salaire consultant international	73 500,00	68 792,50	4 707,50
Salaire Expert national	41 400,00	<b>33 076,82</b>	8 323,18
Voyage	26 860,00	18 253,15	8 606,85
Communication	1 800,00	<b>750,20</b>	1 049,80
Matériel et bien	0,00	0,00	0,00
Equipement et fourniture	4 000,00	<b>2 915,00</b>	1 085,00
Subventions	35 058,00	0,00	35 058,00
Acquisition modem	1 500,00	<b>350,00</b>	1 150,00
Divers	6 299,76	304,02	5 995,74
Frais administratif	13 329,24	<b>9 817,33</b>	3 511,91
<b>Total :</b>	<b>203 747,00</b>	<b>134 259,02</b>	<b>69 487,98</b>



## Rapport global des dépenses

Année	Allocations	Budget	Dépenses	Solde
2012	203.747,00\$	203.747,00\$	134259,02	69.487,98
2013	-	69.487,98	55. 659,10	13.828,88
2014		13.828,88	0	13.828,88

## 5. Contraintes et difficultés rencontrées

Les difficultés majeures suivantes ont été rencontrées :

- Difficultés de coordination du projet placé sous l'autorité de l'Unité violences sexuelles.
- Faible implication du ministère de tutelle (Ministère du Genre, de la famille et de l'enfant) due au fait que la distance physique entre l'unité de gestion du projet et le point focal du ministère n'a pas permis une collaboration aisée. L'idéal aurait été que l'unité de gestion de projet soit basée au sein du Ministère de tutelle.
- Difficulté de récolte des informations au niveau des ONGs internationales. En effet, certaines ONGs internationales ne participent que peu aux mécanismes de coordination et ne souhaitent pas partager leurs données.
- Difficulté de récolte des données au niveau des zones plus reculées ou par le canal de certains partenaires du projet, suite à un manque de motivation. Cela retarde, voire même empêche, la collecte des données sur terrain.
- Manque des outils propres au projet devant permettre d'atteindre ses objectifs, dont l'appareil GPS. Cet outil permet de mettre en place des cartes Googlemaps.
- Manque de moyen financier pour l'hébergement du site. Relevons que la cartographie Googlemaps nécessite un espace de travail sur le net.
- Retard dans le démarrage du projet et dans la mise en place de l'équipe de gestion constituée de deux consultants international et national.

## 6. Perspectives

Dans le but d'assurer une bonne continuation du projet, il est recommandé les actions ci-après:

- Simplifier le mécanisme de collecte des données et centraliser l'action autour des divisions provinciales Genre. En effet, il faut noter que le mécanisme de collecte des données et de cartographie nécessite des moyens importants et utilise des plateformes en ligne. Ce qui n'est pas à la portée de tous. Il y a lieu d'encourager un mécanisme manuel de collecte à travers des formulaires et focaliser l'action autour des Divisions provinciales, lesquelles devront jouer le rôle de centraliser et actualiser la base des données, sous la supervision de l'unité de gestion de projet.
- Responsabiliser le Ministère du Genre, de la famille et de l'enfant qui doit désigner un point focal permanent pour superviser les actions de collecte des divisions provinciale. Il est évident qu'il sera important de doter ses structures des moyens conséquents. Ce point focal devrait jouer un rôle de coordination. Dans ce sens, il prendrait l'initiative pour organiser des rencontres avec les principales ONGs internationales, solliciter le transfert d'informations.

- Nécessité d'appuyer le projet pour réaliser tous ses objectifs. A ce jour, les taux d'exécution des objectifs 1, 2 et 3 du projet sont respectivement de 35%, 20% et 40%. Ce qui fait une moyenne totale de 31%. A ce stade, le projet a pu mettre en place des préalables nécessaires pour assurer la collecte et la cartographie des données. Les étapes suivantes devraient permettre les traitements de ces données et les reformulations des recommandations. Vu la pertinence du projet, il est important de lui allouer des fonds nécessaires pour atteindre tous ces objectifs et de recruter un nouveau staffing .